57e ANNEE (6e SÉRIE) | N° 34 | 3 JUILLET 1947

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

F.-M. CATHERINET
Ancien Supérieur du Grand Séminaire de Langres
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. A Madagascar, la mort du P. Garvey. — II. En Chine communiste et nationaliste. — III. Les derniers jours de la marine japonaise. — IV. L'ambassade de M. Hayes en Espagne. — V. L'ambassade en Espagne de Samuel Hoare (lord Templewood).

I

Que se passe-t-il à Madagascar ? Nos Revues en parlent peu. Voici quelques renseignements de première main, provenant de la grande île africaine elle-même. Les journaux de France ont parlé des événements chacun selon son teint. Sous le couvert d'un parti politique, il s'était fomenté une révolte embrassant l'île toute entière. Le mot d'ordre donné était de massacrer tous les Français et d'instituer un gouvernement autonome malgache, naturellement sous la direction de la peuplade la plus active et la plus riche, celle des Hovas, qui tenait l'île sous sa domination, lorsque les Français s'y sont installés, il y a cinquante ans. L'ordre du soulèvement général était arrêté pour la nuit du 29 au 30 mars. Fort heureusement, cet ordre ne fut pas exécuté par tous. Un grand nombre de Malgaches ont compris que le retour à la domination hova n'était en rien désirable pour eux et que le régime français était infiniment meilleur. D'autres, sans doute, ont eu peur des représailles possibles et n'ont pas voulu se jeter dans une rébellion qui conduisait à l'inconnu. Les insurgés occupent une bonne partie du versant est de l'île. Le maximum du territoire contrôlé par eux a pu être évalué à 8 ou 10 départements de France. On n'est pas encore parfaitement renseigné sur le sort des colons isolés. Il est probable que beaucoup, sinon la plupart, ont été mis à mort. D'autres ont pu se grouper et se mettre en défense en certaines localités, d'où ils ont repoussé, avec le peu d'armes dont ils disposaient, les attaques journalières des rebelles. A mesure que les renforts sont arrivés de France, l'île est rentrée peu à peu dans l'ordre, les trains ont repris leur trafic, les voitures ont pu sillonner les routes, mais en essuyant çà et là des coups de feu. On a cru, à un moment, que toutes les plantations de café, vanille, canne à sucre, etc., avaient été anéanties. Il semble que les bruits répandus à ce sujet aient été quelque peu exagérés. On estime à environ 150 le nombre des Français tués, mais il y a eu aussi des centaines et peut-être des milliers de Malgaches qui ont trouvé la mort au cours des opérations. Parmi les missionnaires, nous ne connaissons qu'une seule victime, le P. Garvey, S. J. Le récit que nous allons donner de sa mort, d'après un journal du pays, permettra de juger de l'état d'esprit des rebelles et des mobiles qui les guidaient.

Dans les derniers jours de la Semaine Sainte, donc au début d'avril, le bruit commença à courir à Fianarantsoa, chef-lieu du Betsiléo et l'un des plus importants marchés du centre-sud de l'île, que le P. Garvey, dont l'on était sans nouvelles, depuis le début de la rébellion, avait été mis à mort dans un de ses postes, situé le long de la voie ferrée Fianarantsoa-Manakara. Un Européen gardé comme prisonnier par les insurgés, pendant trois jours, en gare de Tolongoina et miraculeusement délivré par nos troupes le Jeudi Saint, 3 avril, alors qu'il allait être mis à mort, était arrivé à Fianarantsoa, en racontant ce dont ses geôliers s'étaient vantés devant lui, à savoir que tous les autres Français de la région et parmi eux, le P. Garvey, avaient été abattus à coups de hache et de sagaie. Le P. avait été tué à Manampatrana et son corps avait été jeté dans la rivière. Ce premier témoignage était fort inquiétant, mais ce n'était qu'un on-dit. On pouvait conserver un peu d'espoir. A maintes reprises déjà, en effet, on avait vu reparaître saines et sauves des personnes dont la mort avait été donnée comme certaine.

Ce ne fut que le 10 avril, jeudi après Pâques, que des témoignages précis arrivèrent. Ils émanaient des autorités militaires. Les Français avaient réoccupé Manampatrana. Ils y avaient appris que le P. Garvey avait été immolé dans sa propre case, au soir du Mardi Saint, 1er avril. On ajoutait que son corps, jeté d'abord dans la rivière, en avait été retiré au bout de deux jours par les chrétiens et inhumé pieusement par eux à quelques pas de son église.

Dix jours se passèrent encore sans que l'on pût avoir d'autres renseignements. Le mardi, 15 avril, une messe solennelle de *Requiem* fut célébrée à la cathédrale de Fianarantsoa. Le P. Garvey avait laissé un souvenir durable dans la cité, car il avait été curé de la paroisse Saint-Charles. Le Supérieur de la mission faisait immédiatement des démarches auprès des autorités militaires, pour qu'on lui permît d'accompagner un convoi jusqu'à Manampatrana. Mais la situation était trop peu sûre le long de la voie ferrée. Les rebelles tenaient le maquis et manifestaient leur présence par des sabotages et des coups de feu isolés.

Enfin, le 21 avril, on apprit que quelques familles malgaches étaient remontées des régions agitées jusqu'à Fianarantsoa. Dans le nombre se trouvait l'instituteur de l'école de la mission de Manampatrana. Il était accompagné du petit « déka », — c'est-à-dire du boy du P. Garvey, qui se nommait

Jean-Marie. L'un et l'autre, appelés aussitôt à la mission, purent faire le récit exact et détaillé de ce qui s'était passé.

C'était le samedi, 29 mars au soir, que le P. Garvey, venant d'Anaviavy, était arrivé à Manampatrana. Il était déjà question du soulèvement de l'île et du massacre des Européens. Aussi, le dimanche des Rameaux, le Père n'eut-il qu'une assez maigre assistance à la messe. Il ne distribua qu'une quarantaine de communions. Déjà ceux qui se tenaient à l'écart du mouvement et réprouvaient au fond d'eux-mêmes l'insurrection avaient peur d'être confondus avec les Européens dans les massacres qui se préparaient. Pourtant, la journée du dimanche s'écoula sans incidents. Le soir, il y eut salut du Saint-Sacrement, comme de coutume. Le lundi 31 mars, il devint clair que la situation se gâtait. Pendant la messe, au cours de laquelle, sept personnes seulement communièrent, des groupes nombreux, venant de toutes les directions, se rassemblèrent au village, le mettant en effervescence. Si les consignes du comité central de révolte devaient être plus ou moins méconnues en beaucoup de lieux, les remuantes populations de la falaise et Jeudi-Saint, à midi, on les relâcha en leur disant : de la côte sud-est allaient au contraire les suivre à la lettre. Le P. Garvey avait convoqué ses instituteurs, pour leur réunion mensuelle, à 14 h. 30. Mais il n'en vit venir que quatre. A 16 h. 45, neuf hommes se présentèrent à la porte. Cinq d'entre eux étaient porteurs de fusils de chasse. Leur chef, un catholique, avait un revolver. Il s'adressa au Père et lui dit :

« Nous ne venons pas pour vous tuer mais pour fouiller votre maison. Nous voulons voir si vous n'auriez pas des armes. »

Le Père les laissa faire. Ils cherchèrent partout et naturellement ne trouvèrent rien. Deux d'entre-eux restèrent toutefois en faction sous la « varangue » (véranda).

Ce fut à ce moment que l'instituteur de la mission fut appelé au bureau du chef de canton et y subit un interrogatoire en règle :

— « Tu est PADESM ?
— Non, je n'en suis pas,
— Alors, montre ta carte de M. D. R. M.
— Je n'en suis pas non plus. »

Les injures alors de pleuvoir sur lui : « Traître, vendu, esclave des Français ! » Le chef le fit emmener aussitôt à la gare et enfermer dans le hangar de la Petite Vitesse. Bientôt les détenus y furent au nombre de 24, dont 4 catéchistes de la mission catholique.

— « On vous enferme, mais c'est pour vous tuer ! » leur dit-on.

En fait, on les garda trois jours seulement. Le Jeudi Saint, à midi, on les relâcha en leur disant :

« Nous avons reçu un télégramme de Tananarive et Raseta [1] nous dit de ne pas tuer les Malgaches. Vous êtes libres. »

La nuit se passa sans incident, mais la maison du Père était gardée par des sentinelles, qui l'accompagnèrent à l'église, quand, au matin du Mardi Saint, il alla célébrer la sainte messe. Quatre personnes seulement y assistèrent. Elles remarquèrent que le Père priait avec un recueillement extrême et prononçait les formules liturgiques plus lentement qu'à l'ordinaire, comme s'il avait prévu que c'était sa dernière messe ! Au dehors, un attroupement s'était formé. La rumeur allait grossissant de minute en minute. Peu après l'élévation, des cris sauvages retentirent dans le village. On assassinait le chef du canton, accusé d'être partisan des Français. La foule, alors, se rua de l'église vers le lieu de l'exécution. Un seul homme resta pour veiller sur les mouvements du missionnaire. Les quatre assistants quittèrent le sanctuaire aussitôt après la communion. Le Père consomma les Saintes Espèces. Puis, il fit tranquillement son action de grâces. La même ferveur qu'il avait toujours apportée à tout ce qui touchait au Saint-Sacrifice et au Saint-Sacrement, il l'éprouvait à un degré plus élevé à cette heure décisive. Il quitta ensuite l'église et se fit servir son petit déjeuner. Il achevait à peine quand une bande vint de nouveau fouiller sa maison. Elle ne trouva pas davantage d'armes que la première fois, mais elle emporta le clairon de l'école, pour s'en servir à sonner les rassemblements. On réclama au Père la clé de sa maison. Il la donna, sans demander d'explication ; le chef ferma à clé la case où il demeura prisonnier et le groupe s'éloigna.

Vers le moment du repas de midi, le « déka », qui avait tout préparé comme d'ordinaire, alla bravement trouver le chef qui arborait le titre fastueux de Gouverneur-Général. Il demanda la permission de servir le déjeuner de son maître. On envoya un homme avec la clé. La porte fut ouverte et le « déka » mit le couvert. Le Père remarqua sa mine effrayée et lui dit, sur un ton paisible :

— « Tu as peur, Jean-Marie ! Il ne faut pas avoir peur, mon ami ! »

La porte fut close de nouveau et quand le repas fut fini, il fallut aller demander la clé une seconde fois pour desservir.

L'après-midi s'écoula, mais vers 6 heures, comme la nuit tombait, quelques hommes, sous la conduite d'un protestant d'Ambodiara vinrent clouer toutes les fenêtres. Ils ne laissèrent libre que la porte dont ils avaient la clé. A 6 h. 45, une bande nombreuse fit irruption devant la maison. La clé grinça dans la serrure et la porte s'ouvrit. Le Père se leva pour recevoir les assaillants. Sans un mot, ils lui plantèrent leurs sagaies [2] dans le corps. Le petit Jean-Marie, témoin de l'horrible scène et glacé de terreur, l'entendit, pendant une minute ou deux, qui parlait très vite en français, puis qui gémissait. Ensuite ce fut le silence de la mort ! Les meurtriers tirèrent le corps vers la « varangue » et, le traînant par les pieds, l'amenèrent jusqu'au petit ruisseau qui passe au bas de l'église et le jetèrent à l'eau.

Revenus à la maison, ils la pillèrent de fond en comble, en ne laissant que des papiers et quelques livres, ainsi que le Christ que le missionnaire avait reçu au jour de ses vœux. Alors seulement, le petit Jean-Marie courut se réfugier chez la présidente

[1] Raseta est ce député malgache dont la Chambre a voté la levée de l'immunité parlementaire, le 6 juin, et qui a été arrêté, à Paris, le même jour.

[2] Il s'agit évidemment d'une sorte de javelot ou bâton, terminé par une pointe acérée en acier.

des Enfants de Marie, qui se nommait Georgine, et lui dit :

— « Ils ont tué le Père ! »

La nuit du mardi, puis la journée du mercredi passèrent sans que personne osât aller à la recherche du corps. Mais le Jeudi Saint, à midi, l'instituteur que l'on venait de libérer, comme nous l'avons dit, vint trouver le chef et lui demanda la permission de recueillir la dépouille du missionnaire et de lui donner une sépulture honorable. Le chef accepta sans difficulté et expliqua même que c'était contre son gré que l'on avait assassiné le Père. Profitant donc de la bonne volonté qu'il trouvait en cet homme, l'instituteur lui demanda de quoi faire un linceul, tout en s'excusant de ne pouvoir le payer parce qu'on avait tout pillé chez lui. Mais il promettait que la mission paierait tout dès que le calme serait revenu dans l'île.

— « Ce n'est pas la peine réplique le chef. Le M. D. R. M. est riche ; il a maintenant en mains toutes les richesses de Madagascar ! »

Cette réflexion en dit long sur l'état d'esprit des rebelles. Ils n'ont vu qu'une chose : avoir toutes les richesses de l'île bien à eux ! Et il fit remettre quatre mètres de toile blanche que sa femme cousit elle-même pour en faire un linceul. L'instituteur obtint de même quelques planches dont le menuisier de la gare confectionna aussitôt un cercueil.

Les chrétiens regroupés et un peu rassurés par l'instituteur se rendirent alors à l'endroit où ils espéraient trouver le corps du missionnaire. Il y était en effet, couché sur le sable, revêtu encore de la soutane légère qu'il portait pour les longues courses à pied. L'instituteur se mit en devoir de le laver avec un soin pieux. La tête était intacte, le visage calme et reposé. Deux plaies très profondes, au côté droit, s'enfonçaient dans la poitrine, une autre s'ouvrait dans le ventre. Une main avait été éraflée, sans doute dans un geste fait par le Père pour écarter le fer d'une sagaie.

Un cortège se forma alors, comprenant environ 80 personnes, pour escorter le corps jusqu'à l'église, à côté de la sacristie. On l'enveloppa dans le *lamba* fourni par le chef et dans un autre que donna Georgine. L'instituteur prit à la sacristie une aube, avec les ornements noirs qu'il put trouver : étole, manipule, chasuble. Il les déposa sur le corps et referma le cercueil. Celui qui était tombé victime de la haine recueillait ainsi de ses chrétiens, au moment de descendre dans la tombe, les marques les plus touchantes d'attachement et d'amour. Il fut entouré aussi des marques de piété qu'il leur avait enseignées. Avant de se retirer, tous se mirent à genoux pour une prière émouvante. Le tertre sous lequel il repose, tout auprès de son église, n'est guère visité, ajoute le document que nous avons sous les yeux et qui date de la fin d'avril, car des coups de feu continuent de claquer dans le village que les rebelles n'ont pas tout à fait abandonné. « Mais quand le calme sera revenu, les chrétiens de toute la région, nous en avons la confiance, viendront apprendre de cette tombe comment on donne sa vie d'un seul coup, après l'avoir usée magnifiquement, jour par jour, pour la plus grande gloire de Dieu. »

Nous n'ajouterons rien à ce récit, qui est digne de nos plus belles pages d'épopée missionnaire.

II

De Madagascar, qui nous donne de si vives et si légitimes inquiétudes, nous allons gagner la Chine. Deux Revues nous renseignent sur ce qui s'y passe, *Esprit*, de mai 1947, par la plume de J. Ayencourt, sous le titre : « *Ce qui se passe en Chine* » ; et les *Etudes* de mai 1947, dans un article signé Alfred Bonningue et intitulé : « *Chine rouge ; premier bilan* ».

Disons tout de suite que, dans *Esprit*, il y a des formes de langage qui nous déplaisent singulièrement, à savoir l'abus du terme de démocratie et régime démocratique pour désigner le communisme, et de fascisme pour désigner tout ce qui n'est pas communiste. Et cela, non pas affirmé catégoriquement et prouvé systématiquement, mais insinué vaguement et comme chose qui va de soi ! Fascisme de gauche ou fascisme de droite, pour nous, ne sont pas moins détestables, en ce qu'il anéantissent le respect de la personne humaine. Cela dit, très sommairement, essayons de voir clair dans la situation de l'immense Empire du Milieu.

« On ne sait à peu près rien, affirme *Esprit*, en France, de ce qui se passe en Chine. »

Bien des raisons expliquent cette ignorance. Nous sommes très loin de ce théâtre d'événements. Nous avons dû renoncer à toutes nos concessions en Chine, non sans regrets ni réticences du reste ; nous avons perdu une bonne partie de notre position en Extrême-Orient.

Cependant ce qui se passe là-bas est très grave.

« Il n'est pas exagéré de dire que c'est là-bas que se joue le sort du monde. »

Un correspondant de guerre, Stuart Gelder, du *News-Chronicle*, rapporte un mot de la veuve du célèbre Sun Yat-Sen, le premier président de la République chinoise :

« Nous pourrions devenir une Espagne en beaucoup plus grand, mais l'on ne doit pas laisser les choses en arriver là ! »

« Depuis, hélas ! affirme *Esprit*, les choses en sont arrivées là. »

Pour comprendre ce qui suit, il serait utile d'avoir une carte de Chine sous les yeux.

Depuis juillet 1945, il ne s'est produit, dans cette carte aucun changement important. La Chine demeure divisée en deux domaines, celui des Centraux et celui des Communistes. Kalgan, la porte qui ouvre la Mongolie, est redevenue nationale en octobre 1946. De même, Lin-Yi, base de la nouvelle « quatrième armée » au Chan-toung. Les communistes ont donc perdu du terrain, mais ils prétendent qu'ils gouvernent encore 140 millions d'habitants. Il va sans dire toutefois que tous les habitants des régions qu'ils contrôlent ne sont pas communistes eux-mêmes. Ils ont profité de circonstances favorables, pour établir leur domination. Vers 1939, ils représentaient la résistance à l'envahisseur japonais, tenaient le maquis en connexion avec Tsiang-Kaï-Chek, ou du moins sur la même ligne que lui et se donnant comme lui pour des superpatriotes. Les étudiants fuyaient Pékin, pour se regrouper en Chine libre. On en compta jusqu'à 15.000 dans les écoles de Yen-An. Très vite cependant les communistes se firent détester de la population laborieuse. Les Japonais imposaient aux pay-

sans des corvées de jour. Ils y ajoutèrent des corvées de nuit, dans le but de détruire les routes, que les mêmes mains devraient reconstruire le lendemain. Les taxes communistes se superposent aux impôts. Le fardeau est lourd pour l'homme moyen. Les « Palous » (c'est le nom que prennent les communistes), ne se livrent à aucune bataille d'envergure, mais se bornent à la guérilla, se jetant en nombre sur un point faible des Japonais et disparaissant aussitôt.

— « Trois cents d'entre nous sortent, disaient les Japonais, ils ne rencontrent personne. Si trente hommes font une ronde, aucun ne rentre. »

Naturellement, ces petits succès des Palous attirent sur la population des représailles sanglantes.

« Un Japonais reste endormi au village au départ d'une colonne. Les palous le tuent et se retirent. Deux heures plus tard, la colonne revient et massacre deux cent cinquante personnes, hommes, femmes et enfants. »

Tout ce que nous avons vu en France sous l'occupation se rencontrait déjà en Chine : municipalités en double : l'une sous le contrôle de l'occupant, l'autre clandestine, ordonnant des levées d'argent et des provisions, vivant dans les montagnes, apparaissant et disparaissant dans le mystère le plus complet. Quel est au fond leur but ? Tout le monde sait en Chine à quoi s'en tenir sur leur compte. Ils jouent double jeu, comme tous les communistes de l'univers, en ce sens qu'ils ont un but avoué et hautement proclamé, mais qui n'est que pour la galerie, et un but secret, jamais avoué, mais que tout le monde devine :

« Ils prêchent la résistance, écrit Alfred Bonningue, mais personne ne s'y trompe : ils ne veulent pas anéantir les Japonais ; ils veulent exploiter leur présence en Chine, leur prendre ou leur acheter, par mille tours de maquignons, des fusils et de la poudre. L'ennemi numéro un, c'est le président Tsiang ; le premier amour, c'est le parti et non la Chine : c'est pour eux un prétexte d'invasion ; et les communistes chinois vivent des Japonais ; la guérilla donne aux palous l'occasion d'étendre leur propre mainmise à de vastes territoires, où vivait, en 1936, une population saine, sans bandits ni révolutionnaires, prête à mettre la souplesse et la vigueur du paysan chinois au service d'expériences humaines vastes et vivifiantes. »

Mais si le Chinois voit clair, il n'ose parler ouvertement des Palous Leur nom même est rarement prononcé. On se contente de les désigner de deux doigts levés, le pouce et l'index, et encore à condition d'avoir affaire à des amis sûrs, les portes bien closes. Des proverbes nouveaux se font jour, comme le suivant pour maudire le double jeu des communistes :

— « Tête de mouton à l'enseigne ; viande de chien à l'étal ! »

Bien trouvé n'est-ce pas ? C'est comme chez nous : « Le pain, la paix, la liberté ! » Voilà la viande de mouton à l'enseigne. « Disette, guerre, servitude ! » Voilà la viande de chien.

Mais voici que la guerre se termine en désastre pour les Japonais. Les Chinois se réjouissent. On va rester entre soi. « Entre Chinois, on se connaît, dit-on partout ; avec eux, tout s'arrangera. »

Qu'en a-t-il été de ce grand espoir ? Les Rouges ont-ils travaillé au relèvement de la Chine ? Ont-ils fait leur patrie plus grande et plus forte ? Leurs 140 millions d'hommes se sont-ils épanouis dans une atmosphère de vie montante et de joie ?

Premier résultat : la défaite japonaise provoque une expansion foudroyante du communisme. En août 1945, les communistes jaillissent de partout. Le président Tsiang décide que les Japonais vaincus ne rendront leurs armes qu'à lui, qu'ils n'ouvriront les villes qu'ils ont encore, qu'à ses troupes. Cependant les Rouges sont aux portes de Pékin, de Tien-tsin, de Tsinan. Soldats en espadrilles, légèrement armés, ils sortent des repaires de montagnes et accourent de la zone libre. Entre eux et l'armée régulière surgit un conflit analogue à celui que nous avons vu, parfois en France, entre F. F. I., F. T. P. et les autorités militaires officielles. Heureusement, ils ne peuvent forcer l'entrée des grandes villes. Alors ils s'installent dans les campagnes, créent des municipalités, établissent des fonctionnaires et des soldats, lèvent des milices locales, remanient la carte des cantons et districts, initient le peuple à ce qu'ils nomment, comme chez nous, « la démocratie ». Comme chez nous, encore, ils dressent des tribunaux pour liquider judiciairement leurs adversaires politiques, pour crime de « collaboration ».

— « La justice communiste est rapide, effective : les vampires rendent gorge ; les criminels paient de leur vie les maux qu'ils ont infligé au peuple opprimé. L'appareil judiciaire est sommaire, les sentences rapidement exécutées. Le système est dangereux peut-être, mais pourrait séduire qui ne remarque pas tout l'arbitraire qui se glisse dans les jugements : souvent les plus grands criminels gardent la vie sauve... à condition de se livrer corps et âme au parti, de mettre leur génie à son service. »

Dans le même temps, les communistes mettent en branle la révolution sociale. Les mesures prises par eux sont souvent des plus heureuses :

« Abolir le prolétariat rural, le remplacer par de petits propriétaires, assurer à chacun, avec la dignité du travail personnel, son minimum vital par la culture de trois *mous* [3] de terre, toutes ces mesures paraissent excellentes. En certaines régions les fermiers donnent quatre dixièmes de la récolte au propriétaire du sol et gardent six dixièmes pour leur travail ; les communistes exigent huit dixièmes pour le fermier, deux dixièmes seulement pour le propriétaire. Ce partage paraît plus équitable et il faut souhaiter que le gouvernement central applique, lui aussi, et sans tarder, de pareils règlements. »

Il faut aussi combattre l'usure, qui sévit terriblement en Chine. L'argent se prête à 30 ou 40 %, et si l'incertitude du remboursement explique ce taux élevé, il n'en est pas moins intolérable. Le communisme a fort bien compris les désirs du peuple et il s'en est servi pour sa propagande. Seulement, il y a une grande différence entre les promesses et les réalités, entre les sourires de la veille et les exigences du lendemain. Le communisme installé est tout autre que le communisme en voie d'établissement. Les paysans riches ont à se plaindre de la révision du cadastre et des procès qu'on leur inflige. Les paysans pauvres ont eu vite fait de constater que le slogan : « la terre au laboureur », n'était qu'un attrape-nigauds. A peine de-

[3] J'imagine que cette formule est quelque chose comme celle de Joë Chamberlain, il y a 80 ans : « *Trois acres* (un ha 1/2) *et une vache* ».

venus propriétaires, ils se sont vus surchargés d'impôts, qui font d'eux les esclaves de l'Etat rouge.

— « Pour tous, le mépris des droits acquis, la suppression de toute dignité personnelle, la barbarie des méthodes ont remplacé les maux anciens par des maux plus lourds à porter. »

Pour le régime communiste, par contre, sont en général les étudiants et intellectuels. Presque tous les meilleurs écrivains chinois sont d'obédience communiste. Les journaux furent, durant de longs mois, chargés de critiques violentes contre le gouvernement régulier, sans que la contre-partie se produisît. Les fonctionnaires venant de Tchoung-King, capitale du gouvernement replié, ont commis la maladresse de traiter en parias tous ceux de leurs camarades qui ne les avaient pas suivis vers le sud. C'était une injustice, en beaucoup de cas, car il y avait souvent des raisons de famille ou de santé qui empêchaient l'exode de ces fonctionnaires et ils n'avaient pas, pour cela, vraiment collaboré avec les Japonais. Des centaines de professeurs et d'ingénieurs ont ainsi été mis en chômage forcé, dans un pays qui a tant besoin de tous les concours pour sa reconstruction. Les communistes ont aussitôt profité de ces mécontentements, pour gagner de nouvelles recrues. Il se produit en ce moment une propagande intense, et voici les prévisions d'avenir d'Alfred Bonningue :

« La conquête des centres urbains est sans doute la prochaine étape de l'expansion communiste chinoise. Elle est préparée par une campagne d'idées savamment menée. Elle est entravée d'autre part par une puissante défense militaire. Pour l'arrêter, le gouvernement lui opposera sans doute une politique sociale intense. Sinon elle aurait grande chance de se réaliser. »

Jetons un coup d'œil maintenant sur les méthodes de gouvernement en communisme installé :

« Liberté, que de crimes on commet en ton nom ! » Ce mot désespéré de Mme Rolland, debout sur l'échafaud, revient à la mémoire [4] comme un cauchemar. En territoire rouge, tout le monde prêche la liberté, toutes les libertés..., et tout le monde terrorise, brime, emprisonne et contraint, pille, maltraite et massacre au nom de l'Idole. Ses fidèles lui sacrifieraient même leurs enfants. Ils les jetteraient vifs dans un monstre d'airain brûlant, sur un clignement d'œil du dieu. Un prêtre coupable d'avoir administré une école est accusé de s'y être enrichi ; ses élèves le battent et dans l'enthousiasme de la foi aux décisions du soviet, son propre neveu frappe les premiers coups qui doivent venger ses camarades. Un des philosophes du parti communiste définit la liberté : la conscience que l'on prend d'une nécessité [5]. » Cette expression recouvre exactement le type de liberté laissée aux Chinois des régions dites libérées. Porter le joug, en sentir tout le poids et les meurtrissures (car le Chinois n'est pas grégaire). Mais sans protester, sans se plaindre. Subir ! »

Voici des faits : La conscription militaire est dite « libre ». Les villages doivent envoyer des recrues selon le chiffre de la population. Mais parfois les « volontaires » sont en nombre restreint ! Que fait le gouvernement communiste ? Il appose une affiche : « Interdit de sortir du village avant l'arrivée des volontaires au centre de recrutement. » Cela veut dire que tout le monde est consigné à la maison, que l'on ne peut ni cultiver les champs, ni mener les bêtes à la prairie. Cette mise en quarantaine amène bientôt les « volontaires » en nombre suffisant.

Mais direz-vous, il s'agit là de la défense du pays, on comprend la rigueur du gouvernement. Admettons ; mais cette rigueur ne devrait pas se doubler de pharisaïsme. Pourquoi appeler *volontaires* les soldats ainsi recrutés ? En outre, *les communistes ne sont pas le gouvernement.*

Et voici un théâtre plus intime. Dans tous les pays du monde, il est admis que l'amour, — l'amour entre fiancés, entre époux, — ne se commande pas ! En Chine communiste, on ne l'entend pas ainsi :

« Des jeunes filles refusent d'épouser des communistes. Un seul moyen : fuir. Leurs parents, restés au village, ne sont pas exempts de représailles. Leur père est jeté en prison, parfois même leur mère... Après quoi, la jeune indépendante rentrera « librement » chez elle et donnera son consentement « spontané » à l'homme qui la conquiert de force. Ailleurs, les soldats habitent la maison de l'évadée. Sans doute ne sont-ils pas plus courtois que les cavaliers des dragonnades. »

Autre exemple : les religieuses :

« De nombreuses religieuses pourraient en témoigner : elles ont subi mille vexations, mille brimades qui n'avaient qu'un but : les obliger à se marier et à cesser leur enseignement. Pendant des mois, tous leurs mouvements sont épiés ; surtout, des espions surveillent les paysans qui leur apportent leur ration de millet. Personne ne fermera l'école ; personne n'interdira aux villageois d'apporter aux religieuses une livre de grains pour leur dîner ; mais chacun sait qu'un paysan surveillé perd toute audace ; de lui-même, il cessera de venir et l'école mourra sans coup férir... par la famine. »

Au cours des exodes amenés par l'occupation, beaucoup d'élèves des écoles, d'employés de chemin de fer, d'ouvriers des usines ou de secrétaires des bureaux ont dû s'expatrier, pour suivre « volontairement » les rouges, c'est-à-dire sous la menace du revolver, et de la formule : « Viens ou meurs ! »

Cette façon de comprendre la liberté se trouvait naturellement à l'université communiste de Kalgan. La liberté consistait à lire ou pouvoir lire n'importe quel journal... à condition qu'il fût imprimé à Kalgan ! Rien du dehors ! Ce serait ternir la pureté de la foi communiste.

« Des jeunes gens avaient quitté Pékin pour recevoir dans cette Université naissante une foi communiste pure. Premier contact intéressant : les professeurs balayaient la chambre des étudiants... Atmosphère de parfaite démocratie... En apparence du moins... Après quelques mois, plusieurs et non des moins fervents, ne résistaient plus à la nausée : la propagande à haute dose les dégoûtait ; ils tentaient des fugues. Périodiquement, le journal publiait des listes de disparus, les signalait à la police et déclarait leurs pièces d'identité périmées. La liberté de penser subsiste-t-elle dans cette atmosphère de gendarmerie hermétiquement fermée ? »

Au jour de l'an 1947, la carte du préident Mao

[4] J'écris comme l'auteur de l'article cité, mais on doit écrire Roland (de la Platière). C'était le 10 novembre 1793. Riouffe, dans les *Mémoires d'un détenu*, a raconté ce trait de la mort de l'héroïne des Girondins : « A la place du supplice, elle s'inclina devant la statue de la Liberté et prononça ces paroles mémorables : « *O Liberté, que de crimes on commet*, etc. »

[5] Noter au passage cette frappante définition : dans la philosophie communiste, tout obéit à un déterminisme implacable, puisque tout dépend de la matière animée de son mouvement « dialectique » fatal. On y appelle « libre » l'être qui a conscience de sa nécessité, conscience du déterminisme universel. C'est simple et peu coûteux comme cadeau de liberté !

Tchee-Tong a été envoyée à tous les citoyens, avec un aperçu de l'œuvre accomplie en 1946 et une devise pour 1947. Mais la carte adressée à une jeune fille portait ces mots signés d'un pseudonyme :

« Ordre du président Mao : cesse de t'opposer au parti. Surveille ton cœur et ta main. »

Et quels sont les procédés de gouvernement du régime Mao Tchee-Tong ? Il entend faire appel à la voix populaire. Il s'agit donc d'embrigader la masse, de la manœuvrer avec dextérité et autorité, pour faire couvrir par des votes massifs toutes les mesures que l'on désire prendre. C'est la politique au doigt et à l'œil, comme en Allemagne au temps d'Hitler, ou en Russie, encore maintenant.

Il y a donc très souvent des réunions populaires.

En principe, la liberté la plus entière y règne, mais...

« Voici l'atmosphère et l'allure de ces assemblées. Le parti fait courir les mots d'ordre qui doivent commander les scrutins ; après quoi l'on vote. A huit jours d'intervalle, suivant les rapports de Yen-An avec Nankin, le peuple criera qu'il veut la paix ou qu'il désire la guerre civile. Si l'unanimité de la foule n'est pas évidente, les votes se font à mains levées. Souvent l'opposition disparaît comme par enchantement. Ces réunions sont quotidiennes et longues. Elles durent parfois six ou sept heures. Des discours interminables précèdent les discussions d'articles nombreux. Le chef de rue contrôle les présences : chaque famille doit envoyer un ou deux représentants. Toutes les séances se passent à ruminer la politique du parti, à ressasser les articles du journal. Quel programme adopter contre le président Tsiang ? Comment faut-il traiter les Américains ?... Beaucoup d'hommes vont aux réunions sans enthousiasme. Mais le moyen de les éviter ? Qui arrive en retard paye une amende : une bouteille d'huile ou même une paire de souliers..., menues punitions qui soutiennent les « libertés » hésitantes. »

Et personne n'est dupe de ces grandes manifestations démocratiques. Les chefs savent ce qu'ils veulent. Les autres savent qu'ils n'ont qu'à aboyer dans le sens désiré. Les uns et les autres reconnaissent que le peuple n'est qu'un pantin dans les mains du parti. Le malheur est que tout ce jeu n'est nullement anodin. Les meneurs savent que, pour régner, il leur faut approfondir les haines et pour cela les attiser sans répit. Parfois tous les membres d'un jury concernant les injustices sociales doivent se présenter armés d'un bâton.

« Un propriétaire qui, sans être un modèle d'honnêteté, totalise des injustices qui se solderaient partout ailleurs par un maximum de quelques mois de prison, est ainsi livré à la foule. En quelques minutes, il tombe mort sous les coups de ses voisins et compagnons de travail, consternés de leur propre œuvre. Sa femme essaie de le protéger, le lendemain elle a son tour et subit le jugement du peuple. Toute résistance est un crime. »

Dirons-nous que ce doit être là des cas isolés. Mais notre auteur nous enlève cette illusion possible. Il nous affirme que

« des scènes analogues se reproduisent par milliers, chaque fois que, dans leurs conseils nocturnes, les fonctionnaires décident la mort des victimes de la révolution. Le lendemain, sur leur ordre, le peuple charge le condamné de cris peu alarmants : « Il a opprimé le peuple !... Il a bu notre sang !... » Puis, les colères montent, se déchaînent et le peuple tue ausi facilement que les chiens d'une meute qui s'enivrent d'aboiements. »

Une période d'entraînement prépare les exécutions. Pendant des semaines, en certains villages, l'ordre est donné à tous les hommes de porter un brassard avec ces mots : « Comptes clairs et Vengeances ! » Qui oublie son brassard est passible de la peine de mort. C'est ainsi que la terreur s'organise. Au nombre des victimes de la révolution, il faut placer au premier rang les missions catholiques. Leurs titres de propriété, les agissements des missionnaires, depuis leur arrivée dans le pays, la manière dont ils se sont comportés dans les accidents de travail de leurs collaborateurs, la marche de leurs écoles et de leurs hôpitaux, leurs relations avec les Japonais, tout a été examiné à la loupe, par des juges décidés à condamner. L'auteur que nous citons donne des précisions :

« J'ai entendu moi-même, dit-il, trois griefs au sujet de vingt hectares de terre achetés il y a 80 ans ; les trois plaintes étaient fausses. »

Ce sera la gloire des missions que l'on n'a pu trouver à leur reprocher de choses fondées. Mais cela n'a pas empêché les condamnations :

« 250.000 dollars ont été imposés à ma mission, pour les motifs que voici : impôts non-payés aux communistes pendant l'occupation japonaise (faux : la mission a payé, mais n'a jamais demandé de reçus qui auraient rendu les Pères passibles de mort aux yeux des Japonais casernés dans les mêmes bâtiments) ; arbres fruitiers détruits par les soldats français au temps de la Boxe (donc quarante récoltes de fruits à compenser, plus les intérêts composés..., comme si pendant 40 ans le sol du verger n'avait produit aucune autre récolte) ; un entrepreneur qui n'exécute pas son contrat a maille à partir avec la mission ; quelque temps après l'incident, il meurt « de colère » ; deux autres membres de sa famille meurent aussi « de colère ». La mission est rendue responsable des trois décès... »

Voilà des faits édifiants, qui indiquent bien la sorte de justice qu'il faut attendre du communisme là où il règne ! Le même missionnaire qui écrit tout cela donne un dernier exemple : le domestique de la mission a dû, au cours d'une assemblée populaire, manifester comme les autres, sa haine aux missionnaires. Cela n'empêche pas que, dès qu'il a pu échapper aux zones « libérées » et retrouver les misionnaires, il est venu leur offrir de nouveau ses services. Sa haine était donc de pure commande et il savait bien qu'on ne l'avait jamais « écorché et sucé jusqu'au sang ! »

Ce qui est grave dans l'avènement du communisme, c'est le renversement des valeurs morales. Au premier rang des vertus nouvelles, il place l'esprit de haine et de vengeance. C'est un contre-Evangile où l'amour des ennemis est inconnu. Il constitue plutôt une régression vers la barbarie la plus primitive. Qui ne se souvient de ce mouvement d'éloquence d'un grand orateur communiste, Vaillant-Couturier, à Lyon, peu avant la guerre : « On disait jadis : dent pour dent, œil pour œil, mais nous disons, nous, pour un œil deux yeux, et pour une dent, toute la g... ! » Et, chose triste à dire, ce mouvement soulevait l'enthousiasme délirant de l'auditoire, tant il est plus facile de prêcher la haine que de faire comprendre la beauté de l'amour. Or, la haine, en Chine rouge, souffle à travers tous les territoires, anime tous les dis-

cours, inspire tous les jugements publics. A titre d'exemple, on peut donner les massacres de Hsi-Wanze.

Hsi-Wanze est situé à cent lis [6] de Kalgan. Les habitants sont des descendants des cavaliers de la steppe de Gengis-Khan. Ils ont toujours leurs petits chevaux de montagne qui broutent la nuit en liberté et rentrent au matin au village. Après le départ des Japonais, ces paysans ont connu le régime rouge durant un an, puis ont été libérés par les troupes du gouvernement central.

— « Peu importe, dirent les communistes, nous reprendrons le village. Les soldats qui le défendent fument l'opium. Entre minuit et six heures du matin, ils sont incapables de se battre ! »

De fait, les Palous tombent sur le village endormi, tuent l'opérateur de radio qui devait appeler Kalgan au secours, livrent bataille et enlèvent la place.

Ils ont fait 700 prisonniers : paysans aisés, missionnaires dont la tête est mise à prix. Par bonheur l'évêque, estimé à un million et demi de dollars, est absent. L'ancien mandarin du lieu choisit 30 victimes et les marque pour une mort immédiate. Le troupeau des survivants est emmené, mais à chaque étape de la montée vers les hameaux des cols, quelques-uns sont passés par les armes. Tous subissent un jugement sommaire. Un seul crime : « Vous avez montré trop de joie à l'arrivée des troupes centrales ».

D'autres ont collaboré avec le gouvernement Tsiang. Notez qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement ennemi de la Chine, mais d'un parti non-communiste ! La cathédrale du pays a été incendiée ainsi que l'évêché et le petit séminaire attenant. Dans ce séminaire s'est déroulé un des épisodes de la lutte. Douze jeunes gens de la défense du village s'y sont réfugiés, ne pouvant plus se battre, faute de cartouches, mais ils n'ont pas voulu fuir, préférant mourir à leur poste. Le feu a été mis à l'édifice. Ils le voient monter vers eux ! Tranquillement agenouillés dans le dortoir de l'étage, ils attendent la mort en récitant leur chapelet. La fumée les suffoque. Deux ou trois sautent par les fenêtres pour y échapper. Les assaillants les rejettent dans le brasier... Les religieuses canadiennes gardent leur orphelinat, avec 120 enfants, qui, dans quelques jours, n'auront plus rien à manger, car les rouges ont tout pillé ou tout brûlé. Toute la localité offre un spectacle d'horreur : cent cadavres jonchent le sol. Ce sont des soldats, dont 20 ont été tués dans la bataille, les autres massacrés ensuite. Les corps ramassés dans les environs ont été regroupés au village de crainte que les loups ne les dévorent. Beaucoup sont nus, car les rouges ont volé tous les vêtements de fourrure. La plupart ont reçu une balle en pleine tête ; mais, en plus de ce coup, ils portent d'horribles blessures : crânes écrasés à coups de pierres, ventre ouvert à la baïonnette. Au milieu d'eux, dans un cercueil, leur général, qui fut « brigand à ses heures, mais toujours brave homme ». On n'a retrouvé aucun blessé. Et pourquoi tant de massacres, tant d'incendies ? Le village avait trop bien accueilli les centraux ! Il s'agit d'une vengance de parti !

[6] Le *li* est une mesure chinoise qui vaut environ 576 mètres. 100 lis font donc 57 kil. 600.

N'est-il pas clair que nous retournons à « l'homme de Neanderthal ? » Tout l'effort des siècles chrétiens pour adoucir le cœur farouche des fils d'Adam sera-t-il donc perdu ? Si le communisme triomphait sur la planète, cela ne semble pas douteux ! En tout cas, jusqu'à présent, sa manière d'agir est partout la même. Il faut adhérer ou disparaître. C'est le « Crois ou meurs ! » des conquérants musulmans. Car, pour être sauvé, il suffit de se jeter dans le parti avec zèle.

— « La confession publique des fautes est le procédé le plus couramment employé. Avouez vos torts, le parti magnanime vous pardonnera ; vous commencerez une vie nouvelle. Quittez la voie des ténèbres. Entrez dans la lumière. »

Mais ces exhortations s'accompagnent d'arguments irrésistibles. Il n'est pas question certes de fournir des preuves, des raisons, mais

« comment résister aux coups, au feu, à l'écartèlement des membres des victimes attachées à la queue d'un cheval ou d'un bœuf galopant dans la plaine, au supplice de l'homme volant, hissé au sommet d'un mât et abattu dans le vide ? Pire encore, comment résister aux pleurs d'une sœur ou d'une épouse exposée nue devant l'assemblée du peuple ? »

Tels sont les arguments décisifs. L'homme qui a cédé devient le serf du parti. Il se sait suspect et à tout moment justiciable du parti. Il a du reste, pour sauver sa peau, fait des aveux, qui sont inscrits au registre. Ces aveux sont faux, mais qu'importe, on le tient. On lui a pardonné. Il est obligé de jurer que le parti est plein de bonté, de douceur, de miséricorde. La confession obligatoire est un système excellent pour dégonfler les personnalités influentes du parti opposé et les annexer au parti communiste. C'est qu'en Chine plus qu'ailleurs, l'essentiel est de « sauver la face ». La plus grande punition que l'on puisse infliger à un élève, à un étudiant, est de mettre son nom sur une affiche, à la porte, avec ces mots : « A désobéi ! » Le délinquant n'ose plus venir en classe, son frère quitte l'école lui aussi. Trois mois plus tard, le missionnaire rencontrant ce dernier, l'entend dire : « Ah ! Père, j'ai toujours cette honte sur le cœur ! »

Jugez par là de la honte de gens importants que la peur de mourir a réduit à l'extrémité d'avouer des fautes imaginaires. On les tient par là. Dans la Chine soit-disant « libre », il y a des milliers d'esclaves de cette sorte !

La Chine rouge réalise les prophéties de Dostoïevsky :

— « Il faut des chefs aux esclaves... La force la plus importante, le ciment qui lie tout ensemble, c'est la honte d'avoir une opinion à soi... Pour commencer, le niveau de l'éducation, des sciences et des talents sera abaissé. Un niveau élevé dans les sciences et dans les arts n'est accessible qu'aux esprits supérieurs, et nous n'avons que faire des esprits supérieurs... Il faudra bannir et condamner à mort. Arracher la langue à Cicéron, crever les yeux à Copernic, lapider Shakespeare... » (*Les Possédés*).

La psychologie de l'homme communiste sera semblable à la fabrication à la chaîne : l'homme en série, l'homme-robot, l'homme qui ne sait dire qu'*amen* au parti, monotonie de la pensée et de la parole, qui ne sait plus que répéter le boniment du journal du parti, monotonie des sentiments, du logement même, nivellement absolu par le bas. Et avec cela, un pharisaïsme insupportable :

— « Au moment de vous piller et de vous traîner dans la boue, ils proclament votre liberté. Ils vous invitent à dîner au moment même où leurs complices montent un coup contre vous. Au cours d'un jugement populaire, un aboyeur lance à la foule des cris qu'elle doit répéter avant de tuer la mission : « Nous n'en voulons pas à l'évêque... Nous n'en voulons pas aux prêtres chinois... Nous n'en voulons pas aux autres prêtres étrangers : ils ont supporté avec nous huit ans d'occupation japonaise... » Cinq minutes plus tard, il nous bafoue et nous ruine. »

Un dernier trait reste à relever dans ce bilan de l'administration rouge : le transfert des propriétés. On s'imagine volontiers que le communisme n'est rien d'autre que la destruction de toute propriété, la mise en commun de toutes les ressources, de tous les avantages, de toutes les joies de l'existence ! Il n'en est rien ! En régime communiste, autant et peut-être plus que dans tout autre régime, il y a les profiteurs et les exploités. Profiteurs, tous les fonctionnaires du régime, les meilleures terres tombent entre leurs mains comme par enchantement, de même les plus belles étoffes des spoliés. A mesure que les procès se prolongent, le vêtement des fonctionnaires évolue et jure avec l'austérité de l'uniforme communiste. Le Chinois communiste est un homme qui rêve de s'enrichir par le parti, tout simplement.

Ce qu'il y a de particulier, en Chine, c'est que le parti a son armée à lui, qui résiste au gouvernement central, et donne au parti figure de gouvernement autonome, où la police est maîtresse de tous les rouages. Sans doute, l'armée communiste chinoise est moins bien fournie en armes que l'armée régulière, mais elle dispose, assure-t-on, de 30 avions et de 264 vapeurs. La valeur du soldat communiste est reconnue par tous les observateurs : discipline parfaite, ordinaire frugal. Le soldat vole rarement... « à l'opposé des fonctionnaires armés, vrais petits despotes qui entrent n'importe où, n'importe quand, exigent n'importe quoi. » Au combat le soldat rouge est brave. Cette qualité du soldat s'explique par le recrutement, dont il a été question plus haut. Ce sont des « volontaires », mais qui savent que toute faute de leur part retombera sur leur famille, sur leur père, leur mère, leur sœur, leur village entier ! De plus, les méthodes de l'armée rouge plaisent à beaucoup de soldats. L'armée est soviétisée, en ce sens que l'on tient conseil avant toute opération, tous ont droit à la parole, on se partage les rôles, on se fixe à chacun sa besogne, et une fois la chose décidée, chaque exécutant mourrait plutôt que de reculer. Cette méthode ne convient qu'à une guérilla, à la guerre du maquis, mais elle a réussi contre les Japonais, et elle réussira vraisemblablement vis-à-vis de l'armée régulière, mieux outillée, mieux commandée, mais qui ne pourra agir partout à la fois. L'armée rouge recule quand elle n'est pas en force, elle se disperse, mais elle réapparaît derrière les pas du vainqueur.

En résumé :

« Dix-huit mois après la défaite des Japonais, la Chine du Nord apparaît plus délabrée que jamais, plus douloureuse aussi. La vie économique reste paralysée ; les morts d'hommes augmentent chaque jour. Aucun signe de relèvement général ni de paix. Les meilleurs généraux et gouverneurs du président Tsiang en sont réduits à consacrer leurs ressources au maintien de leurs frontières... (Cependant) malgré sa propagande savante, sa police et son armée, le communisme n'a pas encore exercé en Chine une emprise profonde et définitive. La masse rurale lui a donné peu d'adhésions sincères. Il apparaît comme une maladie qui n'a pas encore atteint le stade de lésion organique profonde. Il pourrait disparaître, avec ses compagnons, qui sont la haine, la terreur, la suspicion mutuelle et la guerre civile. L'équité et le souci du bien commun vivraient sans lui et feraient de la Chine une nation heureuse de jouir de sa vigueur et de son unité. »

Telle est la conclusion de l'article si documenté d'Alfred Bonningue, témoin oculaire et très au courant des conditions actuelles où se débat le vaste continent chinois.

Dans la Revue *Esprit*, on s'attache surtout à jeter le discrédit sur Tsiang-Kaï-Tchek, qui est le chef du gouvernement régulier, c'est-à-dire diplomatiquement reconnu par le reste du monde. Les communistes chinois ne sont pas reconnus comme puissance à part. Ils ne sont qu'un parti dissident, sans diplomatie, sans administration proprement dite, sans constitution régulière, ils sont « un Etat dans l'Etat ».

Esprit caractérise le gouvernement de Tsiang-Kaï-Tchek, en disant que c'est le gouvernement d'un parti et le gouvernement d'un homme. Ces deux expressions conviendraient tout aussi bien au communisme russe ou chinois. Le parti nationaliste chinois veut sa forme de gouvernement, ses lois, son régime tout comme le parti communiste. Tsiang-Kaï-Tchek semble aussi qualifié pour gouverner que Mao-Tchee-Tong. Même il a un droit bien supérieur si l'on raisonne d'après le principe démocratique. Les communistes prétendent représenter 1/5 de la population. Jacques Ayencourt, dans *Esprit*, estime que cela est exagéré. Mais il reconnaît qu'ils ont beaucoup d'adhérents. Comment prévoit-il l'avenir prochain ? Il cite une lettre d'un observateur français, qui lui écrit de Shanghaï, le 28 février :

« Il est probable, sous toutes réserves d'ailleurs, que le Kuomintang — parti de Tsiang-Kaï-Chek — sera bientôt à bout de souffle. Le mois dernier, le dollar américain est passé en dix jours de 6.500 dollars chinois à 19.000 au change noir et le cours officiel a fait un bond, non moins officiel, de 3.500 à 12.000. Il est probable que mars nous réserve encore des surprises. Ici, tout s'achète et tout se vend, les consciences, les armées, les licences d'importation, le secours des pompiers, les diplômes universitaires, la police, les visas de sortie, les levées d'écrou, tout absolument tout. La vénalité des fonctionnaires, depuis le président du conseil jusqu'au flic de service, est incroyable, l'un à partir de 100.000 dollars américains, l'autre à 30.000 dollars chinois. Ce pays se perd et va à la ruine. Ce qui le sauve, c'est le travail ininterrompu de ses paysans, qui ne connaissent pas même le dimanche et qui sont courbés sur la terre 365 jours sur 365, à part la courte interruption des fêtes du nouvel an, au moment de la lune de printemps. Si les armes américaines ne sont pas renouvelées, les troupes nationalistes seront dispersées d'ici un an, les armes auront été vendues aux hommes de Mao-Tchee-Tong ou détruites. On peut dire qu'au nord du Yang-tsé le Kuomintang ne contrôle que les villes et les routes, pas toutes d'ailleurs, puisqu'aucune ligne de chemin de fer ne relie Nankin à Pékin et que ces jours derniers une troupe de guérillas était signalée à 25 milles au nord de Shanghaï. Certes les batailles sont rarement meurtrières : le Chinois craint les coups, mais des provinces entières meurent de faim et de froid. Pékin est à peu près coupé du monde extérieur sauf par la voie aérienne. Les portes de la ville sont closes à 18 heures et toute la nuit, les sentinelles américaines du champ d'aviation échangent des coups de feu avec les partisans. Le paysan et le

coolie continuent de travailler et les banquiers spéculent. La Chine d'aujourd'hui n'est que corruption, xénophobie et prétention. »

A cette dernière ligne, l'auteur de l'article d'*Esprit* a cru devoir spécifier en note « qu'il s'agit de la Chine nationaliste ». La Chine communiste n'est-elle habitée que par des démocrates parfaitement désintéressés patriotes et justes ? Nous avons vu, plus haut, ce qu'il faudrait penser d'une telle opinion.

Enfin, il convient d'attirer l'attention sur un autre aspect du problème. La lutte entre le nationalisme corrompu et vénal et le communisme agressif et avide se double d'une lutte larvée entre deux puissances étrangères : la Russie et les Etats-Unis.

C'est ce que fait remarquer, avec beaucoup de raison, *Esprit*, dans les lignes que voici, et qui termineront cet exposé contradictoire :

« Il est à peine besoin d'insister sur l'enjeu formidable de cette partie qui commence. Le potentiel humain est formidable mais amorphe. Le potentiel industriel, tout en devenir, est sans doute fabuleux. La Chine a besoin de l'étranger, pour son équipement industriel, tout est à faire dans ce domaine. Il est bien évident, qu'actuellement, seuls les Etats-Unis sont en mesure de s'atteler à cette tâche énorme, mais qui profitera de cette transformation de la Chine ? La situation intérieure chinoise, la présence menaçante de la Russie ne permettront pas aux Américains d'agir en toute sécurité. D'autre part, demain il sera peut-être trop tard et la place que les Américains pensent devoir occuper sera peut-être occupée par une autre puissance. Qui prendra le marché chinois, qui exploitera ce potentiel encore inexploité ? Les intérêts économiques, militaires, stratégiques, politiques, sont à la mesure du pays, immenses. »

III

De la Chine nous allons passer au Japon. Sous le titre : *Les derniers jours de la Marine japonaise*, Etienne Romat narre, dans la *Revue de Paris* de juin 1947, les épisodes les plus extraordinaires de la destruction de la flotte japonaise, la troisième du monde, par les forces américaines.

On sait que le Japon était entré dans la lutte par un coup de surprise et de trahison terrifiant, en détruisant, sans déclaration de guerre préalable, la flotte américaine concentrée à Pearl Harbour. Les Etats-Unis commencèrent alors la guerre, avec une blessure au cœur autant que dans leurs forces navales. C'était en décembre 1941. Le Japon enregistra victoire sur victoire, dans l'année qui suivit son agression. Mais ses triomphes mêmes le rendaient vulnérable. Il se passa pour lui ce qui arriva à l'Allemagne, en Europe. L'immensité des territoires conquis mais non domptés l'obligea à une dissémination de ses forces qui finit par lui être fatale. Il avait avalé plus qu'il ne pouvait digérer, et la médecine commune sait que les indigestions rendent très malade... La puissance américaine prit le temps de se mettre en marche. Elle avait du reste, on s'en souvient, à opérer sur deux fronts opposés et l'opinion américaine était justement fort divisée au sujet de la priorité d'un front sur l'autre. Peu à peu, lentement mais sûrement, elle avança vers la longue ligne de communication japonaise, qui s'étendait en ruban, depuis le Japon jusqu'aux Indes.

Au cours de 1944, soit moins de trois ans après Pearl Harbour, l'Etat-Major japonais se rendit compte qu'il était serré à la gorge d'une façon de plus en plus gênante.

« A cette époque, écrit Etienne Romat, certains officiers de la Marine impériale, en particulier ceux de l'aéronautique navale, commençaient à se rendre compte qu'il était vain de lutter avec des armes classiques contre un adversaire disposant d'un matériel supérieur en nombre et en qualité. Il fallait donc organiser scientifiquement, avec le matériel existant, une nouvelle tactique plus efficace du point de vue du rendement et en même temps conforme aux traditions guerrières du vieux Japon. »

Vous avez bien lu : *organiser scientifiquement*. Et c'est cela qui est étrange. Le Japon va faire appel aux énergies les moins scientifiques que l'on puisse imaginer, le fanatisme guerrier excité par la religion ancestrale, mais il va organiser *scientifiquement* ces puissances désordonnées et aveugles. Et c'est ce que nous rencontrons dans tous les secteurs actuels de l'activité humaine. Partout on organise *scientifiquement*, mais quoi ? Trop souvent les passions, les ressentiments, les rancunes, les jalousies, les envies, en un mot les forces aveugles et primaires de la barbarie humaine.

Voyez ce qui se passe alors au Japon. Le deuxième vice-amiral, Onishi, sous-chef d'état-major général, saisit une idée qui était déjà dans l'air, au sein de l'armée japonaise. Dès juin 1944, après la bataille des îles Mariannes, le contre-amiral Obayashi, commandant de la III^{e} escadrille aéronavale, avait écrit à l'amiral Ozawa pour lui proposer de créer « des formations spéciales de l'aéronautique navale », sous le nom de *Kamikaze*. Ce nom, qui signifie « vent divin » rappelait la destruction d'une flotte d'invasion mongole, en 1570, sous le règne de la dynastie Yuan. La loi essentielle des forces spéciales à créer serait le « *suicide* » volontaire des pilotes qui en feraient partie. Au sommet de la hiérarchie, on hésita. Mais les Kamikaze naquirent spontanément aux échelons inférieurs. La première attaque-suicide eut lieu, sur le front des Philippines, le 15 octobre 1944. Le pilote qui se sacrifiait n'était rien moins qu'un contre-amiral, Arima. Au matin du 15 octobre, il se présenta à la base, sans les insignes de son grade et annonça à tous qu'il était décidé à « partir sans espoir de retour » à l'attaque de la flotte américaine. Les officiers de son état-major essayèrent en vain de le dissuader :

« Si nous ne saisissons pas cette occasion de frapper l'ennemi, répondit-il, l'esprit traditionnel de la Marine impériale sera perdu. »

Il partit donc et annonça peu après par radio : — « Vais m'écraser contre un porte-avions ».

Que se passa-t-il ? On l'igore, mais aucun porte-avions ennemi ne fut touché ce jour-là. L'exemple toutefois avait porté. L'amiral Onishi devait profiter du fait pour créer les « forces spéciales ». Le 19 octobre 1944, il signait l'ordre instituant l'unité Kamikaze de la I^{re} flotte. Les autorités de Tokio laissaient faire. Dès le 21 octobre, le croiseur *Australia* était attaqué en piqué par un bombardier qui tombait sur son mât avant et tuait 19 marins. La première attaque concertée se produisit le 25 octobre. La victime fut l'un des seize porte-avions d'escorte de la VII^{e} flotte américaine, qui patrouillaient devant la tête de pont de Leyte, île volcanique située au centre des Philippes. Une puissante esca-

dre nippone avait attaqué, sous les ordres de l'amiral Kurita qui arborait son pavillon sur le cuirassé *Yamato* dont il sera reparlé plus loin. Mais après quelques succès initiaux, cette escadre avait été repoussée. Survinrent alors une vingtaine d'avions japonais partis de la base de Luçon.

« L'un d'eux, un Zéro, s'écrasait sur le pont du porte-avion *Saint-Lô*, pénétrait dans le hangar et mettait le feu aux munitions et aux réservoirs d'essence. Il y eut sept violentes explosions qui jetèrent d'énormes morceaux du pont d'envol au milieu des hommes qui s'étaient réfugiés dans l'eau. Le bâtiment chavira à la huitième explosion, l'arrière le premier, 32 minutes après avoir été touché par le Kamikaze ; 114 membres de son équipage manquaient à l'appel. »

Toutes les attaques n'avaient heureusement pas été aussi efficaces. Un second Zéro avait plongé sur le *Santee* — autre porte-avions d'escorte, — en le mitraillant et s'écrasait sur la partie avant du pont d'envol. Un troisième descendait en vrille sur le *Sangamon*, mais dévié en route par un obus de 127, il tombait à la mer. Le *Suwanee*, moins heureux, était touché par deux Zéro, mais leurs bombes explosaient sur le pont sans entrer dans le hangar.

Ce genre spécial d'attaques allait se poursuivre et se perfectionner jusqu'au bout. Le 29 octobre 1944, les Kamikaze de la I^re^ flotte aérienne s'en prenaient aux porte-avions de l'amiral Mitscher. Un avion-torpilleur s'abattait en vrille sur l'*Intrepid* et s'écrasait sur une plate-forme latérale de D. C. A., tuant 10 hommes et en blessant 41. Mais l'incendie allumé par lui fut rapidement maîtrisé et le porte-avions resta en action. Le 25 novembre, l'*Intrepid* était de nouveau touché par un Zéro dont la bombe explosait dans le hangar ; un deuxième Kamikaze s'écrasait près du premier. Cette fois, le navire dut aller se faire panser dans un arsenal de Californie. Il était hors de combat pour quelques mois. En décembre 1944, les Kamikaze avariaient de même le pétrolier australien *Bishopdale* et le croiseur américain *Nashville*. Dès lors, ce genre d'attaques se généralisa. Presque tous les appareils japonais des Philippines pratiquaient cette tactique. L'amiral Onishi pouvait se montrer satisfait des résultats obtenus : cuirassé *California*, 203 victimes, *New-Mexico* et *Mississipi*, touchés ainsi que le porte-avions *Hoggattbay*, *Ommaney-Bay* coulés, croiseurs *Australia* et *Colombia* sérieusement avariés, le premier avec 44 tués, le second avec 60, destroyer australien *Arunta*, légèrement endommagé.

Il est vrai que ces résultats étaient payés cher. La I^re^ et la II^e^ flottes aériennes japonaises avaient sacrifié la grosse majorité des 400 avions qu'elles possédaient au début de la terrible bataille des Philippines. Et perte plus grave que celle des appareils, perte de pilotes aguerris et expérimentés que les écoles n'arrivaient plus à remplacer assez vite. Et tout cela n'avait pas empêché la flotte de surface japonaise d'être virtuellement anéantie, au cours des trois grandes batailles aéronavales des détroits de Surigao et San-Bernardino, et du cap Engano, du 24 au 26 octobre. Les Japonais n'avaient pu empêcher le débarquement des Américains aux Philippines. Le 15 décembre, ceux-ci prenaient Mindoro et le 9 janvier s'installaient à Lingayen, au nord de Luçon. Les troupes du général Yamashita étaient dès lors coupées de Formose et de la métropole. Les Philippines étaient perdues pour le Japon, sa ligne de communication avec Java était rompue en son milieu. Une sorte de désespoir farouche s'empara alors de la marine japonaise. On ne voulut retenir de ces luttes terrifiantes que les succès relatifs des Kamikaze, volontairement exagérés par Onishi. La mentalité de l'attaque-suicide devint celle du haut-commandement nippon lui-même !

« C'est à partir de cette époque que la propagande de Tokio s'empare du « vent divin », pour élever le moral du front intérieur, qui avait considérablement baissé, depuis les récents revers dans le Pacifique. La radio nipponne diffuse ses plus beaux morceaux de littérature sur ce thème favori : « La fidèle formation d'attaque spéciale Kamikaze, aigles divins, bombes composées d'hommes et d'avions, qui plongent sur les navires ennemis ! Des jeunes hommes aux yeux vifs montent toujours sur la route de la gloire, assénant sans cesse des coups terribles à l'ennemi... Chacun attache un foulard de soie blanche autour de sa tête. Les amis disent tristement adieu à ces adolescents... Les cieux s'éclairent lentement... »

C'était bien la dernière ressource du Japon aux abois. L'Allemagne tirait elle-même ses dernières cartouches. Le Japon ne trouvait plus les savants capables de mettre au point des armes nouvelles. Et les possibilités scientifiques et techniques du pays étaient trop faibles pour lui permettre de gagner la bataille des laboratoires. Il ne pouvait plus compter que sur le sacrifice de ses soldats. L'armée de l'air et l'aéronautique navale en vinrent à se composer uniquement d'avions-suicides. L'avance des Américains en fut rendue de plus en plus dure. En février-mars 1945, pour s'emparer de l'îlot volcanique d'Iwo-Jima, ils subirent des pertes redoutables : porte-avions *Bismarck-Sea*, coulé avec 300 victimes, porte-avions *Saratoga*, gravement avarié par 7 Kamikaze. D'autre part, les 20.000 soldats du général Kuribayashi se firent tuer jusqu'au dernier, et les Américains perdirent 4.630 tués et 19.938 blessés.

Mais, le souvenir de Pearl Harbour est toujours là. Il faut châtier un tel affront et faire expier au coupable son attaque traîtresse.

Le 26 mars 1945, les troupes américaines prennent pied dans les îles Riou-Kiou. Ces îles s'étendent du sud - sud-ouest au nord - nord-est au voisinage immédiat du Japon. La conquête des Mariannes, puis des Philippines, enfin d'Iwo-Jima a conduit les assaillants au point qu'ils désiraient pour donner le coup mortel à l'adversaire.

« D'île en île, de plage en plage, gagnant en puissance et en vitesse à mesure que croissait l'effort de guerre des Etats-Unis et faiblissait celui du Japon, l'inexorable marche amphibie avançait vers le cœur de la métropole adverse, laissant dans son sillage des garnisons japonaises isolées sur quelques rochers perdus en plein Pacifique. Et le Japon lui-même commence à sentir le vent de la défaite. Toutes les richesses qu'il avait convoitées chez ses voisins et qu'il avait accaparées par la plus brutale des agressions, n'arrivent plus désormais jusqu'à lui. Les convois marchands qui transportent les matières premières pour ses usines et le pétrole, nerf de la guerre, sont coulés par les sous-marins américains ou interceptés par les bombardiers qui s'envolent des Philippines. Ses grands centres industriels sont régulièrement pilonnés et incendiés par les superforteresses décollant des Mariannes. Enfin, un essaim d'appareils embarqués sur de puissantes flottes de porte-avions viennent compléter l'hécatombe de sa marine marchande et détruire son aviation au sol ou dans l'air. »

Enfin, après un mois de préparation, le convoi américain qui comprend 1400 bâtiments de tous types débarque, en dépit de la résistance fanatique des Japonais, trois divisions de fusiliers-marins et quatre de l'armée dans la grande île d'Okinawa, qui compte 100 kilomètres de longueur et offre de bons mouillages pour la flotte, de bons emplacements pour les aérodromes. Située à mi-chemin entre Formose et l'île Kiou-Siou, la plus méridionale de l'archipel nippon, Okinawa sera la dernière étape avant l'assaut direct sur le Japon. C'est bien ce que comprend aussi l'amiral Toyada, qui commande en chef la flotte japonaise. Ce qui reste de cette flotte est concentré dans cette sorte de Méditerranée nipponne, qui se trouve au cœur des îles métropolitaines. Les bâtiments du reste sont loin d'y être en sécurité. Les trois chenaux d'accès à la mer intérieure sont étroitement surveillés par les sous-marins américains et rendus dangereux par des mines magnétiques de plus en plus perfectionnées que les B-29, partant de Chine ou des Mariannes viennent y mouiller.

Dès qu'il a appris le débarquement à Okinawa, Onishi a réuni, à Tokio, Toyada et Ozawa, pour monter une opération destinée à desserrer l'étreinte mortelle de la flotte américaine. Mais où est l'époque où l'état-major pouvait mettre en ligne 9 cuirassés, 4 porte-avions, 16 croiseurs ? Pour cette ultime sortie, il ne dispose plus que du *Yamato*, colosse de 42.000 tonnes, armé de 18 canons géants de 457 millimètres, — calibre jamais égalé dans aucune marine. — Il sera accompagné d'un croiseur de 6.000 tonnes et de 8 destroyers. Le 6 avril, à 15 h., l'escadre appareille de Tokuyama. Il a reçu la consigne suivante : « Faire route au sud de Kiou-Siou et approcher d'Okinawa par le nord-ouest. Le 8 au matin, engager les forces américaines dans les parages d'Okinawa. »

L'amiral japonais compte sur le temps pour dérober sa marche aux avions adverses. La mer est mauvaise, la nuit est d'encre. On passera sans être vu. Cependant, l'amiral Ito, sur sa passerelle, est informé que la la radio du bord vient de percevoir un message chiffré émanant d'un bâtiment américain, probablement d'un sous-marin.

Effectivement, c'est un sous-marin qui, par T.S.F., vient d'alerter l'amiral Nimitz. Celui-ci donne immédiatement l'ordre d'effectuer des recherches, par air, dans un vaste triangle au nord-ouest d'Okinawa. Les Japonais avancent quand même. Le plafond est bas, de gros grains crèvent sur la mer. Mais, vers 10 h., le ciel se met au beau. Les Japonais sont trahis par le temps. A 10 h. 15, point noir, droit devant l'escadre. C'est un Martin Mariner, gros avion américain, qui découvre le groupe japonais et envoie le message suivant :

« Escadre ennemie aperçue 100 milles ouest extrémité Kiou-Siou ; route sud-ouest. Composition : un cuirassé, deux croiseurs légers et sept destroyers. »

Les renforts américains accourent. Peu avant midi, ils sont 12 avions qui tournent, à 30 kilomètres de la flotte adverse. A midi, le radar du *Yamato* détecte vers l'est une quarantaine d'appareils ennemis. Les unités nipponnes forcent l'allure à 26 nœuds et se mettent debout au vent, pour faciliter la manœuvre d'abattement. Mais deux porte-avions de la Task Force 58, vice-amiral Mitscher, ont envoyé leurs avions pour une attaque massive contre le *Yamato*, qui aura affaire bientôt à 400 avions, venant des Task Groups voisins. Le tir de barrage du cuirassé est formidable. Mais les avions le mitraillent au canon et au projectile-fusée pour dérégler son tir. Un bâtiment mesurant 262 mètres de long sur 40 de large n'a aucun moyen d'éviter les coups des bombardiers en piqué et des avions-torpilleurs arrivant de tous les azimuts à 500 km à l'heure. Trois bombes de 500 kilos tombent sur la tourelle III du *Yamato*. Trois torpilles viennent frapper les œuvres vives du géant.

Le destroyer *Hamakaze* est atteint et coule. Le croiseur *Yahagi* a son arrière en feu. A 12 h. 50, nouvelle vague d'assaut des avions, — la troisième. Cinq nouvelles bombes viennent encore ébrécher l'immense coque du cuirassé japonais. Les navires qui l'accompagnent sont en mauvaise posture. Le *Yamato* prend de la gîte à bâbord. Les Japonais profitent d'un répit d'une demi-heure pour combattre les incendies et se resserrer autour du vaisseau-amiral. A 13 h. 40, quatrième assaut. Le croiseur *Yahagi* est de nouveau torpillé et en feu. Les torpilleurs *Isokaze, Kasumi, Asashimo* ne sont plus que des épaves. Il reste trois destroyers autour du *Yamato*, qui s'incline de plus en plus vers bâbord et ne file plus que 20 nœuds. Il a encaissé en tout 3 bombes et 12 torpilles. L'amiral Ito comprend l'impossibilité où il est d'accomplir sa mission. Il donne l'ordre de faire demi-tour. Lentement, péniblement, le gros bâtiment abat sur tribord. La bande augmente peu à peu malgré les efforts désespérés pour le redresser. Les avions américains s'acharnent sur lui. Les matelots du malheureux cuirassé se jettent à l'eau par grappes. Le navire se couche sur le flanc et une violente explosion le disloque.

« On dirait qu'un volcan sous-marin a fait soudain irruption dans la mer couleur de cendres. Un gigantesque panache de fumée s'érige dans le ciel, jusqu'à 700 mètres de hauteur. Lentement, il se dissipe, laissant apparaître une énorme tache foncée striée de remous où surnagent quelques têtes, noires de mazout. »

A toute allure, un destroyer accourt pour recueillir les survivants, dont la plupart ont été assommés par les débris retombés du ciel. L'amiral Ito, resté sur sa passerelle, a disparu dans les flots avec ce fier bâtiment, l'orgueil de la Marine impériale.

Après la perte du *Yamato*, la marine japonaise cesse d'exister. Mais le Japon lutte encore. Il lutte par la tactique Kamikaze. Par une propagande ardente on recrute des volontaires pour les avions-suicides. L'éducation des pilotes ne traîne pas. Deux semaines de cours de pilotage et d'intoxication spirituelle suffisent. L'adolescent de 19 ans, en qui l'on a excité l'appétit de la mort, devient un Kamikaze, qu'on habille de blanc, couleur de deuil. On le met dans un vieux « Zinc », bourré d'explosifs, et on l'envoie à la mort. Les candidats baignent dans une atmosphère mystique et funéraire.

« Trois fois par jour, ils jurent devant l'autel consacré aux mânes des aviateurs disparus : « Nous allons bientôt vous rejoindre... » A chaque instant, les instructeurs leur adressent des encouragements de ce genre : « Sois brave... Utilise toute ta vigueur et ta force corporelle pour surmonter la douleur physique... Les ordres des supérieurs doivent être exécutés sans défaillance... Impact sûr, mort certaine. » A la fin du mois, l'élève a perdu toute indi-

vidualité. Il est devenu une parfaite machine à tuer, un automate bourré de slogans fatidiques. Il est mûr pour le cours de pilotage dont la durée dépend à la fois des opérations et des disponibilités en essence... Quelques jours plus tard, la veille du grand départ, a lieu le banquet funéraire où le Kamikaze se dépouille de toutes ses possessions terrestres... »

Il s'en est fallu de peu que cette tactique désespérée n'obtienne des résultats décisifs. La flotte américaine a perdu des unités dans la proportion d'un navire pour deux cents suicides d'avions japonais. Mais les Américains ont trouvé la parade utile. Ils se sont protégés par une ceinture de petits bâtiments chargés d'arrêter au passage les avions assaillants, et d'encaisser leurs assauts mortels. Il y a eu des pertes, des actes d'héroïsme de part et d'autre, mais les Kamikaze ne purent que rarement franchir le barrage tendu devant eux. Les Japonais avaient perdu plus de mille appareils en 82 jours. Il leur restait 5.000 avions destinés à la défense de Kiou-Siou, quand les bombes atomiques amenèrent la capitulation, dont la nouvelle détermina l'amiral Onishi, organisateur des Kamikaze, à se faire hara-kiri !

IV

Si la Chine et le Japon ont pris part à la guerre, il est un pays qui a réussi à rester en marge. Il est vrai qu'il avait été livré, durant des années à la plus triste et à la plus terrible des guerres, la guerre civile. On devine qu'il s'agit de l'Espagne. Elle n'a pas bonne presse, en général, en France. On ne sait que penser du général Franco et de sa politique. Selon que l'on est pour ou contre les « rouges », on est enclin à de la sympathie ou à de l'antipathie. La chose est cependant moins simple qu'il ne paraît. Le journal *Le Monde*, en date du 7 mai 1947 a publié, sous la signature d'Albert Vincent, un article intitulé : *L'Eglise et le général Franco*. M. Albert Vincent est professeur à la faculté de théologie catholique de Strasbourg. Il entreprend de nous faire connaître un ouvrage récemment publié en Suisse par le savant chanoine Carles Cardo, de Barcelone, réfugié d'Espagne. La bande-réclame qui entoure le volume déclare : « *Franco offrait une fortune pour supprimer ce livre !* »

Que contient donc ce livre ? Une image exacte de l'Espagne actuelle. Aux yeux du Français moyen, l'Espagne est avant tout une nation catholique, on pourrait presque dire, catholique à l'excès, car on la voit tomber aisément dans le formalisme et le formulisme. Les esprits ont été par ailleurs frappés des sacrilèges et du vandalisme des rouges durant la guerre civile. On se demandait comment, en Espagne, il avait pu se trouver de telles haines antireligieuses. Le chanoine Carles Cardo retrace à grands traits l'Histoire spirituelle de son pays. Nous ne le suivrons pas dans le détail de sa démonstration. La seule chose qu'il convient d'en retenir ici c'est que, dans le passé, bien souvent le gouvernement espagnol a fait servir à des fins toutes politiques les ardeurs religieuses de la population espagnole. L'Inquisition espagnole fut un instrument de gouvernement et parfois même simplement de fiscalité sous le couvert de la défense de la foi. Il semble qu'il se soit produit quelque chose de semblable, au cours de la dernière guerre civile. Sous prétexte de sauver la tradition catholique espagnole, réellement menacée par des extrémistes passionnés et sans scrupule, le parti de la Phalange a servi des intérêts très matériels et nullement sacrés. Que le chanoine Carles Cardo puisse exposer tout cela avec le consentement des autorités ecclésiastiques suisses, indépendantes de toute attache politique, c'est un fait de haute portée et qui nous invite à une grande prudence pour apprécier en son fond réel l'attitude de « défenseur de la foi », du Caudillo. C'est pour appuyer les conclusions du chanoine de Barcelone que nous allons donner d'après les *Etudes* de février 1947 et *Hommes et Mondes* de mai et de juin 1947, les constatations faites par deux ambassadeurs en Espagne, au cours de ces dernières années.

Voici d'abord l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Carlton J. H. Hayes, professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Columbia. Roosevelt lui confie, en mars 1942, une mission délicate en Espagne. Il a publié, avec la minutie d'un professeur, ses observations dans un livre intitulé *Wartime Mission in Spain — Mission en Temps de Guerre en Espagne*. Roosevelt lui a dit « son anxiété de voir l'Espagne entrer en guerre, ce qui n'irait pas sans de sérieux détriments pour les Alliés ». Il se déclarait prêt, pour empêcher cette éventualité, à rencontrer Franco aux Canaries ou ailleurs, preuve de l'importance qu'il attachait à ce point. M. Hayes avait donc pour instructions :

— « 1° Tenir l'Espagne hors du conflit, car il faudrait pratiquement renoncer aux opérations en Méditerranée ou en Afrique du Nord, si jamais l'ennemi venait à dominer le détroit de Gibraltar ; 2° l'inciter à résister aux pressions de l'Axe et même à l'invasion le cas échéant ; 3° enfin, obtenir du gouvernement espagnol le maximum d'avantages et de facilités pour les Alliés. »

Pour cela, il fallait entrer en contact étroit avec le gouvernement. Roosevelt insistait auprès de Hayes pour lui dire : l'ennemi c'est l'Axe et non l'Espagne, donc ne pas s'occuper des affaires intérieures de la péninsule, « abandonner la guerre civile espagnole au jugement de l'histoire et l'avenir de l'Espagne aux Espagnols ».

L'Espagne est en non-belligérance, quand M. Hayes y arrive ; il se demande comment elle a résisté à la pression d'Hitler. Il y a eu une entrevue entre Hitler et Franco, à Hendaye. Ce qui s'y est passé reste obscur. Une chose est certaine, c'est que Franco n'a pas cédé aux instances de l'Allemagne, mais pour éviter un coup de force, il a rusé ou posé à son acceptation des conditions excessives. M. Hayes soutient que, même si Hitler avait accepté toutes le conditions de Franco, celui-ci, qui est madré, ne serait pas entré en guerre :

« Franco, écrit-il, aurait louvoyé, et prolongé indéfiniment les négociations, car il était dégoûté de la guerre et, soulignons-le, trop malin pour s'y engager à nouveau. »

Et M. Hayes souligne le mérite du Caudillo en cette réserve :

« Au nord, dit-il, de puissantes armées nazies garnissaient les Pyrénées tout le long de la frontière ; au sud, sous les ordres de Vichy qui semblait collaborer, des forces française occupaient le Maroc et l'Algérie. Les seules troupes alliées qui fussent près de l'Espagne se composaient de la mince garnison de Gibraltar et des soldats de Montgomery, qui se trouvaient à Tobrouk ou au-delà de Tripoli. Montrer à ce moment la moindre sympathie ou la moindre inclination pour les Alliés, c'eût été

pour l'Espagne, — comme du reste pour la Turquie, la Suède, la Suisse, — un véritable suicide. »

Jusqu'au débarquement en Afrique du nord, les alliés se demandaient quel jeu jouait l'Espagne, mais Hayes ne s'y trompa pas un instant. Il était sûr de la neutralité espagnole et détourna l'Amérique d'une occupation des Canaries. Hayes estime que l'armée espagnole pouvait jouer un rôle décisif dans l'affaire du débarquement américain au Maroc. Hayes vit Franco et le général Jordana et estima que l'Espagne ne bougerait pas. Aussi, Roosevelt promit-il d'être reconnaissant :

— « L'Espagne, dit-il, n'a rien à craindre des Nations unies ».

Cette parole expliquerait qu'une protection occulte couvre l'Espagne en face des attaques si souvent renouvelées des communistes de tous les pays, et même de certains qui ne le sont pas, mais qui détestent Franco.

Selon M. Hayes, la neutralité de l'Espagne, au moment décisif, fut vigoureusement affirmée. Au cours de l'hiver de 1942-43, les Allemands, pour soulager leurs troupes de Tunisie et de Tripolitaine parlèrent d'occuper la Péninsule. Franco déclara qu'il s'y opposerait par les armes. Quand des aviateurs américains tombaient par accident sur le sol espagnol, — et il y en eut plus de mille. — Franco au lieu de les interner, les renvoyait à leur base. Tout cela aurait dû le brouiller avec les nazis s'ils l'avaient su.

Le 29 juillet 1943, Hayes a une entrevue avec Franco, en présence de Jordana. Il aborde la délicate question de la division Azul — cette division espagnole qui se battait sur le front russe avec les Allemands :

« C'était la première fois, à ma connaissance, dit-il, que les Alliés protestaient auprès de Franco, contre la présence des volontaires espagnols sur le front de l'Est. Je n'avais reçu aucune instruction de Washington pour soulever cette question devant lui, et je m'attendais à une réaction violente. Or, il me surprit par le calme de sa réponse et tint à me faire la genèse de la situation. »

Quelques jours plus tard, le général Jordana informait M. Hayes que les autorités espagnoles avaient décidé le retrait de la division Azul, à un rythme lent d'abord. Mais la B. B. C. claironna la nouvelle qui aurait dû rester secrète, ce qui en empêcha l'exécution. Les choses allèrent moins bien, quand l'Espagne commit la faute d'envoyer des félicitations au « Quisling » des Philippines. Elle gardait sur le cœur la perte des Philippines, au cours de la guerre de 1898. Sa démarche souleva une tempête d'indignation aux Etats-Unis. Le gouvernement saisit l'occasion pour exiger de l'Espagne l'embargo sur le *wolfram* qu'elle fournissait à l'Allemagne pour la fabrication de l'acier dit au *tungstène*. L'Espagne refusa. Les Etats-Unis lui coupèrent le pétrole Mais quand les Allemands furent chassés des Pyrénées, la politique espagnole conduite par Lequeriqua se rapprocha nettement des Etats-Unis. M. Hayes, estimant sa mission terminée, demanda son rappel, qui eut lieu en 1945. Son livre au demeurant est favorable à Franco. Il écrit avec décision :

« Sans doute, comme Américain, et comme démocrate, je ne désire pas voir le système de Franco s'installer dans mon pays ; mais il faut bien admettre que si nous voulons traiter avec l'Espagne, c'est avec le gouvernement qui existe, car nous n'obtiendrons des avantages que si nous savons être réalistes, sans passion ni mirage. »

Et répondant à ceux de ses concitoyens qui parlent de renverser le régime de Franco, parce qu'il est autoritaire, ou, comme on dit, fasciste, M. Hayes ajoute avec beaucoup de bon sens :

« Si réellement nous devons intervenir pour renverser le régime espagnol, pourquoi nous en limiter à celui-là ? Bien d'autres pays... ont un gouvernement dictatorial, militaire ou totalitaire. Que ferons-nous avec le Portugal, la Turquie, le Brésil, ... voire avec l'U.R.S.S. ? »

Le chroniqueur des *Etudes* qui a analysé ainsi le livre de M. Hayes conclut par ces paroles que nous ferons nôtres :

« A l'heure où l'on rouvre le procès de l'Espagne, peut-être ne sera-t-il pas inutile de verser au dossier ces pages d'un Américain, témoignage sans passion qui aidera certainement à porter un jugement objectif et nuancé. »

Il semble qu'en tout cela, Franco ait eu en vue uniquement le bien de son pays et sa propre position. C'est tellement naturel qu'on ne saurait l'en blâmer.

V

Le témoignage de Samuel Hoare, dans la Revue *Hommes et Mondes*, va nous faire voir d'autres aspects du problème. Samuel Hoare arrivait en Espagne, par avion, le 1er juin 1940, à la veille de la débâcle française. Entre l'Espagne et l'Angleterre, il y a une antique querelle qui se nomme *Gibraltar !* Rappelons-nous *Calais*, avant 1558 et la joie qui déferla sur le royaume quand on apprit que François de Guise, vengeant Saint-Quentin, avait repris Calais ! On comprend, au moment où l'Angleterre refluait précipitamment, par Dunkerque, sur son île, les cris hostiles des Espagnols devant l'ambassade d'Angleterre : « *Gibraltar à l'Espagne !* »

« Nous étions descendus au Ritz, écrit Hoare, l'hôtel était plein d'Allemands extrêmement agressifs. Des agents de la Gestapo écoutaient nos conversations et ne cessaient de tourner autour de nous. Nos messages téléphoniques étaient régulièrement interceptés. On ne pouvait se tromper sur l'atmosphère d'espionnage hostile qui nous entourait. »

L'envoyé anglais n'est pas rassuré du tout. Les lettres qu'il écrit à ses collègues de Londres, — car il sortait du ministère, — étaient désenchantées et inquiètes. Cependant, il comprend que les yeux de l'Espagne sont fixés sur le Maroc, et demande que l'on évite toute friction avec l'Espagne sur ce point. A la fin de juillet 1940, Hoare commence à y voir clair : il écrit à lord Hankey :

« Franco, indiscutablement, désire rester à l'écart (de la guerre). Franco a raison : l'Espagne n'est pas en état d'entrer en guerre et, à moins qu'elle ne se termine en quelques jours, il en résulterait la famine et une crise économique au milieu de laquelle Franco aurait grand'peine à se maintenir. C'est la raison pour laquelle, en dépit d'une presse complètement à la dévotion de l'Allemagne, je persiste à dire que ce serait une erreur de considérer comme un fait certain que l'Espagne suivra le même chemin que l'Italie. »

Hoare avait vu juste. Et il eut raison alors de conseiller la prudence aux alliés. Le moindre geste

pouvait jeter Franco du côté allemand, en plein. Les affaires étrangères étaient alors dirigées, en Espagne, par le colonel Beigbeder, « la personnalité la plus romantique que j'ai connue », dit Hoare.

« Dès notre première entrevue, nous nous comprîmes. Quels que puissent être par ailleurs, nos problèmes et nos conflits, nous haïssions tous deux la tyrannie allemande. »

Mais ce fut tout autre chose avec Serrano Suner. Le beau-frère de Franco était originaire du nord de l'Espagne, entre les provinces d'Aragon et de Tarragone. Avocat de métier, il avait fait ses premières armes dans le parti catholique de Gil Robles, mais animé d'une ambition insatiable, il avait intrigué contre son chef politique et passé à la Phalange. Il avait précisément les qualités qui manquaient à Franco. « A l'encontre du Galicien, lent de gestes et de pensée, il était vif comme un poignard, en action et en paroles ». Des plans précis et des projets torves « faisaient le fond de son existence ». Il était, politiquement, plus proche de Mussolini que de Hitler. Catholique pratiquant, il préférait les relations entrenues en Italie avec l'Eglise à la barbarie antichrétienne de l'Allemagne. Mais il était pour le régime totalitaire et la démocratie libérale lui apparaissait comme le comble de la corruption et de l'incohérence.

« Je saisis une occasion de rendre visite à ce champion du phalangisme. Dès les premiers mots de notre entretien, il fut évident que j'avais affaire à un fanatique et à un fanatique en mauvaise santé. Il ne pouvait parler de rien d'autre que des horreurs de la guerre civile et et des atrocités commises par les Rouges. »

Durant deux ans encore, Hoare eut à traiter avec Serrano Suner, sans déceler jamais le moindre changement dans son attitude hostile aux démocraties et à l'Angleterre en particulier.

Le 22 juin 1940, Franco accordait à Hoare sa première audience. Dès ce jour, il dit à l'ambassadeur :

« Pourquoi ne mettez-vous pas fin à la guerre maintenant ? Vous ne pourrez jamais la gagner. »

Longtemps il ne voulut démordre de cette certitude. Pour lui, l'Allemagne était sûre de la victoire ; elle était en tout cas imbattable. Hoare donne de Franco le portrait piquant que voici :

« De petite taille, assez corpulent et d'allure bourgeoise, sa personnalité semblait insignifiante. Sa voix ne rappelait en rien les cris désordonnés de Hitler ou les effets de basse théâtrale de Mussolini. En fait, c'était la voix d'un médecin possédant une bonne clientèle et de solides revenus. A première vue, je me suis demandé comment cet homme avait pu être le jeune et brillant officier de l'armée du Maroc et le commandant en chef d'une sanglante guerre civile. »

Et voici pour le cadre de la réception :

« L'audience aavit été fixée pour midi, au palais du Pardo, à 15 kilomètres de Madrid [7]. C'est dans cette ravissante petite résidence royale que le général Franco réside durant la majeure partie de l'année. Selon sa coutume, le général me reçut dan une vaste bibliothèque. Dehors, le soleil brillait et pourtant toutes les lumières électriques étaient allumées. Franco était assis à une table de travail sur laquelle je remarquai les portraits dédicacés de Hitler et de Mussolini. Il fallut avoir recours à un interprète, car il refusait de parler toute autre langue que l'espagnol et, bien que je fusse en mesure de tout comprendre, je ne possédais pas suffisamment l'espagnol pour mener une discussion importante. »

Méthode de négociation :

« Il fut toujours difficile d'engager Franco dans une conversation comportant le jeu des questions et des réponses. Il était plus malaisé encore de pénétrer le réseau filandreux de sa stupéfiante suffisance Nous nous quittâmes, lui délibérément aveugle devant la puissance morale et matérielle de l'Empire britannique, moi surpris par son insondable suffisance (encore !) et sa conviction manifeste d'avoir été choisi par la Providence pour sauver son pays et jouer un rôle de premier plan dans l'édification d'un monde nouveau. »

Mais Samuel Hoare est bien obligé de se montrer prudent et réservé. La situation ne permet pas à l'Angleterre de se mettre à dos un ennemi de plus. Malgré les insultes quotidiennes et les réclamations bruyantes au sujet de Gibraltar, il comprenait trop bien le jeu de Hitler qui poussait à la brouille. Il fallait à tout prix maintenir l'Espagne hors du conflit, en raison de l'importance stratégique de son développement côtier et aussi en raison des pyrites, du minerai de fer, de la potasse, du mercure, du cuir, de la laine et du liège que l'on pouvait recevoir d'Espagne, contre du blé, du pétrole, du caoutchouc. Hoare passe donc son temps en marchandages laborieux mais utiles. Avec Beigbeder, cela allait encore. Mais le 17 octobre 1940, celui-ci était congédié, dit-on, à la manière spéciale de Franco, qui est celle des dictateurs :

« Franco ne fit jamais part de ses intentions à Beigbeder lui-même. La première nouvelle que le ministre reçut de sa disgrâce lui parvint par les journaux, le matin du 17 octobre. »

Serrano Suner, on l'a dit, était profondément hostile. Aussi, les négociations avec lui furent-elles constamment difficiles et maussades. Samuel Hoare [8] avait été chargé de mener avec l'ambassadeur français à Madrid, l'intelligent et sympathique comte de la Baume, des pourparlers secrets pour établir un *modus vivendi* avec la France, après la signature de l'armistice. Il s'agissait surtout pour l'Angleterre de préserver la flotte française et d'empêcher le passage des Allemands en Afrique.

« Du côté de Vichy, écrit Hoare, restaient le vif ressentiment de la marine française à cause d'Oran et de Dakar et la jalousie féroce de Darlan à l'égard du général de Gaulle. »

Les pourparlers échouèrent. Laval prit le pouvoir et de la Baume fut rappelé. Alors, se posa, dans toute son acuité, le problème de l'attitude de l'Espagne. Allait-elle passer totalement à l'Axe ? Franco voulait bien avoir part au butin d'une guerre qu'il estimait gagnée par les Allemands, mais il ne voulait s'engager qu'aux moindres frais. Un million d'Espagnols avaient péri durant la guerre civile, le pays était dévasté, son agriculture et son industrie désorganisées, le peuple réduit à la misère. Mais

[7] Le palais du Pardo, — ne pas confondre avec Prado, — est un rendez-vous de chasse construit, en 1545, auprès d'immenses forêts, par Charles Ier d'Espagne, qui n'est autre que l'empereur Charles-Quint.

[8] N'oublions pas de noter que Samuel Hoare, élevé récemment à la pairie, a, comme il est d'usage en Angleterre, changé complètement de nom : il est maintenant *lord Templewood*.

Hitler, Mussolini et Franco, au fond, étaient jaloux les uns des autres. Hitler voulait tout pour lui. Mussolini avait les yeux sur la Tunisie et l'Espagne sur le Maroc. Tous visaient aussi la flotte française. Hitler espérait tout obtenir de Vichy, en quoi il se trompait lourdement.

« Darlan, malgré toute la haine qu'il portait à la Grande-Bretagne et les promesses verbales de collaboration faites aux Allemands, n'avait pas du tout l'intention d'abandonner les deux principaux instruments de sa propre puissance (la flotte et l'Afrique française). »

Or, chacune des trois puissances, en Afrique, voulait le tout.

« C'est l'histoire tortueuse de l'intrigue africaine qui explique l'échec de l'entrevue d'Hitler avec Franco, le 3 octobre, à Hendaye, sur la frontière pyrénéenne. Les entretiens d'Hendaye furent couverts du voile inévitable du secret officiel. On en sut assez, cependant, pour comprendre qu'ils n'avaient pas réussi. Il y avait évidemment eu cause de friction entre le Führer et le Caudillo. Les enquêtes que je fis de plusieurs côtés révélèrent que, de l'opinion générale, le désaccord avait eu pour cause les demandes espagnoles en Afrique. Franco avait demandé le territoire africain pour prix d'une alliance avec l'Axe. Hitler lui avait répondu, semblait-il, qu'il ne discuterait même pas les revendications espagnoles avant que Franco ne se soit battu réellement pour les obtenir. Franco, qui ne désirait ni se battre, ni surtout brûler ses vaisseaux, était retourné à Madrid, sans ramener de trophées africains, mais aussi sans s'être formellement engagé à entrer en guerre... Ayant sous les yeux l'exemple de Mussolini, Franco hésitait toujours à agir. D'une incroyable prétention et se croyant infaillible, il demeura convaincu qu'il pourrait toujours choisir le moment de son intervention. Son désir de jouer au plus fin lui fit perdre ses chances. Quant Hitler voulait qu'il se batte, lui ne voulait pas, et quand il fut prêt à le faire, les succès d'Hitler étaient si éclatants que l'aide de l'Espagne ne présentait aucun intérêt pour l'Axe. »

Ces succès, on les connaît : occupation de la Yougoslavie, de la Grèce, offensive de paix à l'ouest. Le 14 mai 1941, Hitler prophétisait que l'année en cours verrait la fin de la guerre. Des intermédiaires espagnols tentaient de nouer des négociations entre l'ambassade d'Allemagne et celle d'Angleterre en Espagne.

« Mes collaborateurs et moi-même, dit Hoare, fîmes clairement comprendre que le gouvernement britannique se refusait absolument à toute négociation de paix et que, tôt ou tard, le peuple britannique gagnerait certainement la guerre. »

Cela n'empêchait pas l'ambassadeur d'insister à Londres pour « l'urgente nécessité d'une aide américaine à l'Espagne ». On a vu que ce fut alors que M. Hayes fut envoyé par Roosevelt en Espagne. Le 22 juin 1941, l'invasion de la Russie communiste par Hitler avait soulevé l'enthousiasme de l'Espagne, profondément anticommuniste. D'autre part,

« pour Franco, elle dut apparaître comme une diversion providentielle, détournant les armées allemandes de l'ouest vers l'est. »

Ce fut l'occasion pour Franco de faire un pas de plus vers l'Axe et de glorifier les armées allemandes « qui menaient le combat que l'Europe et la chrétienté avaient si longtemps attendu », (discours du 17 juillet 1941). Cependant, grâce à Carceller, l'énergique ministre du Commerce et de l'Industrie, il n'y eut que 20.000 Espagnols à partir pour le S. T. O. en Allemagne. Serrano Suner semble bien avoir envisagé toutefois l'entrée de l'Espagne en guerre à brève échéance. Mais son étoile allait subir une éclipse.

« Les Führer, Duce et Caudillo n'aiment pas qu'un autre tienne la vedette. A partir du milieu de février 1942, jusqu'à la fin de l'été, on put observer nettement le processus graduel par lequel Franco réussit à reléguer Serrano Suner à l'arrière-plan, et à donner à tout le monde l'impression que les jours de son beau-frère étaient comptés. »

Cette jalousie familiale fut une raison de plus pour Franco de ne pas se jeter dans la guerre. L'Angleterre et l'Amérique commençaient dès lors à préparer intensément leur débarquement en Afrique. Il fallait d'abord rassurer l'Espagne. Hoare fut autorisé à préciser à Franco que les intérêts espagnols en Afrique ne couraient aucun risque et que l'intégrité territoriale de l'Espagne serait toujours respectée des Alliés.

Le 3 septembre 1942, le comte Jordana remplaçait Serrano Suner, aux Affaires étrangères.

« J'entretins bientôt, dit Hoare, des relations cordiales et intimes avec le nouveau ministre... Physiquement, (il) était de petite taille et paraissait insignifiant. Lorsqu'il était assis sur une chaise, ses pieds ne touchaient pas le sol. De manières défiantes, hésitant sur le choix de ses termes, il était aux antipodes de l'hispanisme de Serrano Suner. En dépit toutefois de ces traits peu remarquables, il m'inspira confiance dès le début. Il était de toute évidence un Espagnol patriote. »

Grâce à lui la neutralité de l'Espagne resta assurée. Ce fut une vraie déconfiture pour l'ambassade allemande, dirigée par le baron von Stohrer. « Même la baronne von Stohrer admit la défaite de son mari ». Un autout important dans le jeu de Hoare fut le dédain des Espagnols pour l'Italie. Le passage vaut d'être noté :

« Je m'attendais à trouver en Espagne une sympathie générale pour Mussolini et la politique fasciste. La Phalange était de toute évidence une copie du « Faisceau ». Une armée italienne avait apporté à Franco un soutien opportun dans un moment critique de la guerre civile et les chefs du gouvernement espagnol étaient intimement liés aux ministres de Mussolini. Et cependant, en dépit de toutes ces raisons..., je découvris une antipathie générale pour l'Italie, et, au fur et à mesure que la guerre se déroulait, un mépris déclaré pour tout ce qui était italien. Les cafés de Madrid retentissaient à cette éopque de quolibets dirigés contre les « macaroni ». Toute défaite italienne était l'occasion de nouveaux sarcasmes. »

Le 10 juillet 1943, les alliés débarquaient en Sicile. A ce moment, chacun avait l'impression que l'effondrement italien n'était qu'une question de semaines.

« Le 15 août, le portier m'apporte une lettre de sir d'Arcy Osborne, ministre de Grande-Bretagne auprès du Saint-Siège, qui servait d'introduction à deux Italiens, qu'il me présentait sous leurs initiales C. et M. »

C'étaient des émissaires de Badoglio et du roi, sollicitant l'armistice. Hoare n'était pas qualifié pour accueillir une telle demande. Il avisa son gouvernement et renvoya les négociateurs à Lisbonne.

Et voici la conclusion de lord Templewood :

« Après avoir passé près de cinq ans en Espagne, je ne suis pas assez sot pour fermer ce livre par une prophétie. En tant que monarchiste anglais, personnellement,